

à qui l'on a jamais permis d'exercer le droit à l'auto-détermination, que le gouvernement soviétique réclame à si grands cris lorsqu'il s'agit des autres. Le refus continu de l'Union Soviétique d'accorder le droit à des élections libres et le droit d'expression aux peuples qu'elle domine, constitue un phénomène unique et inquiétant dans les affaires internationales à l'heure où l'une des plus hautes aspirations de l'humanité est l'évolution pacifique et ordonnée de tous les peuples dépendants, vers l'indépendance viable.

Cela est d'autant plus inquiétant que la présente évolution au sein de l'Empire Soviétique est tout-à-fait contraire aux protestations de la propagande soviétique.

Aussitôt après la révolution soviétique on a beaucoup parlé de la croyance commune au droit à l'auto-détermination. Au cours des premières années vingt des états indépendants virent le jour au sein du glacis maintenant dominé par le communisme russe. Le nationalisme des différents peuples qui habitent cette immense région fut rapidement anéanti dès que les dirigeants du parti communiste réalisèrent que ces états avaient la ferme intention de protéger leur liberté politique et leur vieil héritage culturel et linguistique de toute ingérence de la part du Kremlin.

Sans la moindre pitié et avec une parfaite indifférence à la reconnaissance qu'il avait lui-même accordée à ces états, et sans égard pour les traités d'amitié et de non-ingérence qui les liaient à l'U.R.S.S., le gouvernement soviétique a eu recours à l'armée rouge pour subjuger plusieurs nations petites mais fières. C'est ainsi que, pendant que l'on progressait ailleurs, c'est-à-dire depuis 1939, l'Union Soviétique a incorporé plus de 260,000 milles carrés de territoire comptant une population de quelque 22 millions. En employant des tactiques élaborées au cours de la période révolutionnaire, mais auxquelles il ajouta quelques raffinements plus récents, l'Empire soviétique, au cours de 23 dernières années, a absorbé les états baltes, les îles